



Les deux visages de l'emploi informel en Roumanie

par Denis Drechsler et Theodora Xenogiani, Centre de développement de l'OCDE

- ◆ L'emploi informel – extrêmement fréquent en Roumanie – freine son développement.
- ◆ Les politiques doivent viser deux groupes distincts : ceux qui quittent délibérément le système formel et ceux qui n'ont pas d'autre alternative.
- ◆ L'État doit faire évoluer l'attitude des populations à son égard et renforcer leur confiance dans les institutions.

En Roumanie, jusqu'à la moitié des emplois échappent à la législation du travail. Les travailleurs ne bénéficient que rarement d'une protection sociale ou d'avantages professionnels et les salaires payés au noir sont monnaie courante.

À ce niveau, le phénomène de l'informalité provoque de vraies difficultés. L'État perçoit moins de recettes fiscales et ne peut donc pas financer les infrastructures et les services publics. Quant aux travailleurs du secteur informel, qui ne bénéficient pas de filets de sécurité, ce sont les premières victimes des chocs économiques et de la pauvreté.

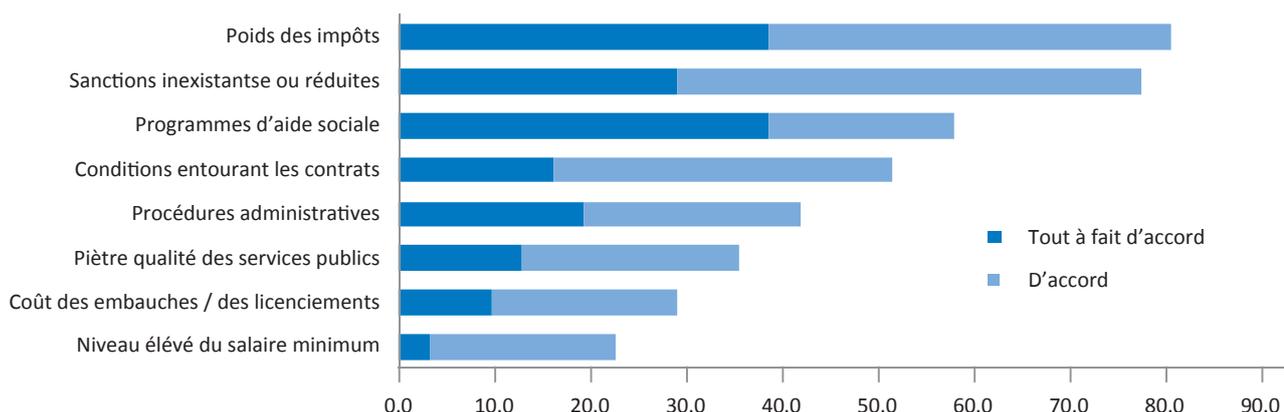
Les causes de cette informalité

On ne peut comprendre l'emploi informel en Roumanie sans mesurer sa diversité : le phénomène touche de nombreux secteurs – BTP, services et agriculture – et prend différentes formes – entreprises non immatriculées, travail soi-disant indépendant et sous-déclaration des revenus. Si certains choisissent délibérément de quitter le système formel, d'autres sont obligés de recourir au travail informel pour vivre.

Les employeurs quittent le système formel à cause du poids perçu de la fiscalité et des contributions sociales – sans prendre de véritables risques puisque les mécanismes sanctionnant l'évasion fiscale sont inefficaces. Les travailleurs ne font pas vraiment le lien entre contributions et prestations sociales et, dans tous les cas, se plaignent de la qualité des services publics. Ils préfèrent donc rejoindre le secteur informel. En outre, la corruption qui règne dans le secteur public n'incite guère à entrer dans le secteur formel (figure 1).

Faute d'avoir les qualifications requises pour accéder aux emplois formels, les jeunes comme les plus âgés et les travailleurs peu qualifiés n'ont pas forcément d'autre choix que de prendre un emploi informel. Sinon, c'est la pauvreté.

Figure 1. Les causes de l'emploi informel



Les opinions exprimées dans cet exposé sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OCDE, du Centre de développement ou de leurs pays membres.

À la recherche de politiques efficaces

L'introduction d'un taux d'imposition unique en 2005 – inspirée par les résultats prometteurs obtenus en République tchèque – pourrait bien résorber l'emploi informel. Quant à la réduction des contributions sociales en 2003, elle semble avoir également eu des effets positifs. L'ensemble des initiatives visant à endiguer l'informalité sont, néanmoins, loin d'avoir été concluants.

D'autres mesures – comme l'augmentation du salaire minimum – ont à l'inverse apparemment réduit les offres formelles, notamment pour les groupes les plus défavorisés. Les récents programmes d'aide sociale, conçus spécifiquement pour les travailleurs informels, pourraient eux aussi avoir un effet contraire en confortant les incitations à rester dans le secteur parallèle. Ils pourraient même avoir conduit des travailleurs du secteur formel à en sortir – à l'instar de ce qui s'était passé au Mexique.

Ouvrir les portes mais combler les brèches

Les réformes, en Roumanie et ailleurs, doivent renforcer les avantages du secteur formel. Mais nombre d'entre elles restent inopérantes pour ceux qui n'ont pas d'autre choix que d'opter pour l'informalité. La solution passe par une approche différenciée entre ces travailleurs sans alternative et ceux qui quittent délibérément le secteur formel. La complexité de l'emploi informel doit impérativement être reconnue si l'on veut adopter une stratégie plus nuancée susceptible de répondre aux besoins spécifiques des travailleurs informels.

Pour approfondir la question :

Jante Parlevliet et Theodora Xenogiani, *Report on Informal Employment in Romania, Working Paper No. 271*, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

Des politiques volontaristes du marché du travail – comme la formation et les programmes de développement des compétences – contribueront à rouvrir les portes de la formalité. Les programmes d'aide sociale peuvent dépanner les populations n'ayant que peu d'options pour entrer sur le marché de l'emploi. Mais il faut aussi trouver le juste équilibre entre une sécurité sociale garantie et des incitations à rejoindre le marché formel du travail.

Quant à ceux qui ont choisi de quitter le secteur formel, il faut les inciter à y retourner. Les prestations devraient être liées aux niveaux de contributions sociales et les procédures administratives – comme l'immatriculation des entreprises et la déclaration des employés – devraient être simplifiées. La Roumanie doit également renforcer ses moyens d'application et de sanction.

Un État crédible

Aussi loin qu'aillent les politiques, elles ne remplaceront jamais la confiance. En Roumanie, l'informalité est avant tout l'expression d'une défiance à l'égard des institutions publiques, d'une perception négative du rôle de l'État et d'une mauvaise appréhension de l'intérêt de la sécurité sociale.

Pour obtenir une évolution durable, il va falloir modifier les attitudes et les croyances des gens. Des politiques plus novatrices – comme des campagnes d'information sur les avantages du travail formel et les dangers de l'informalité – pourront progressivement changer la donne. Le changement ne se fera pas en un jour, mais la Roumanie doit mettre les chances de son côté en adoptant dès à présent des politiques et des réglementations adaptées.